

6. Options de politique et recommandations

La consommation mondiale d'énergie continuera à s'accroître. Malgré les préoccupations concernant les changements climatiques et la sécurité énergétique, les combustibles fossiles seront encore la principale source d'énergie à l'avenir. Dans le même temps, la montée des prix des combustibles encouragera les pays à accroître leur efficacité énergétique. Le passage graduel des combustibles fossiles à des combustibles de substitution pour la production d'électricité et pour les transports est déjà en cours. Les investissements de recherche-développement sur les bioénergies augmentent. Des technologies permettant la conversion à grande échelle de la cellulose en biocombustibles liquides devraient être bientôt disponibles à des prix économiquement attractifs, ce qui pourrait avoir un impact phénoménal sur la gestion future des forêts.

Les politiques et programmes visant à promouvoir le développement des bioénergies de substitution viennent à peine de faire leur apparition dans la plupart des pays, et ils sont presque tous axés sur les combustibles liquides, notamment pour le secteur des transports. Ces politiques et programmes tendent à avoir une portée limitée et à accorder plus d'attention aux mesures normatives qu'aux investissements dans d'autres domaines, tels que la recherche-développement, la libéralisation du marché, l'information et la formation. Jusqu'ici, les transferts de technologie et d'informations sur la bioénergie, des pays développés aux pays en développement, ont été relativement limités.

Plusieurs pays en développement disposent d'un énorme potentiel de forêts et d'arbres hors forêt à utiliser pour produire de la biomasse à des fins énergétiques, avec des investissements et des risques relativement faibles, mais ce potentiel n'est pas bien reflété dans les stratégies de développement énergétique nationales. La gestion forestière impropre et le manque d'une collecte efficace de données – due souvent aux opérations forestières illégales diffuses – empêchent, dans bien des cas, d'évaluer pleinement les potentialités économiques et sociales de la foresterie et de la production de dendroénergie. Une approche de la foresterie durable et transparente fournira de multiples avantages y compris la production améliorée d'énergie.¹

¹ Les recommandations comprises dans cette section proviennent dans une large mesure des événements et organisations suivants: Événement spécial de haut niveau sur les forêts et l'énergie de la FAO, Rome, 17–24 novembre 2007; Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) Conférence internationale sur la dendroénergie, Hanovre, Allemagne, 17–19 mai, 2007; Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE) Atelier sur la mobilisation des ressources en bois, Genève, 11–12 janvier 2007; et CENUE/FAO Policy Forum on Opportunities and Impacts of Bioenergy Policies and Targets on the Forest and Other Sectors, Genève, Suisse, 10 octobre 2007.

Les grands projets bioénergétiques ont besoin de vastes étendues de terres et peuvent avoir des effets négatifs sur la sécurité alimentaire, les structures sociales, la biodiversité, l'industrie du bois et la disponibilité de produits ligneux. Pour atténuer les impacts éventuels, les pays devront réglementer les utilisations des terres et tenir compte des intérêts nationaux et des autres politiques et assurer une gouvernance efficace. La participation des parties prenantes à la mise en œuvre de stratégies de développement des bioénergies est très importante pour équilibrer les avantages et les inconvénients économiques, sociaux et environnementaux.

Dans une stratégie nationale il est important d'étudier les gains d'efficacité énergie-carbone de la biomasse forestière et agricole, ainsi que la rentabilité et l'impact sur l'environnement. Les boisements peuvent aider à atténuer les changements climatiques, combattre l'érosion et régénérer les écosystèmes, notamment dans les zones dégradées, mais les plantations monospécifiques industrielles peuvent avoir des effets négatifs sur les sols et les ressources hydriques.

Comme les pays en développement ont généralement des ressources humaines et financières limitées, le développement bioénergétique devrait d'abord se faire sur la base des possibilités d'exploitation de la biomasse déjà disponible et de technologies éprouvées. Intégrer la production d'énergie dans les opérations forestières industrielles est un moyen compétitif de réduire les risques, d'accroître la rentabilité et d'améliorer la gestion forestière. Cela permet aussi de renforcer la sécurité énergétique et de contribuer à l'atténuation des changements climatiques, et devrait donc représenter un domaine de recherche prioritaire.

Tous les pays bénéficieraient d'une amélioration de l'information sur les matières premières ligneuses utilisables pour la production de dendroénergie, y compris la récupération de la biomasse provenant des opérations forestières et du commerce de la biomasse forestière. Il faudra plus de ressources pour évaluer le potentiel de développement des bioénergies et de la dendroénergie, notamment:

- évaluer le potentiel de biomasse forestière pouvant être affectée à la génération de différents produits énergétiques (chaleur, électricité, combustibles celluloseux liquides, par exemple);
- évaluer la contribution à la production dendroénergétique des forêts naturelles, de la biomasse ligneuse hors forêt, des plantations énergétiques, des résidus et des matières recyclées après consommation;
- déterminer les avantages et les inconvénients des différentes options d'utilisation des terres.

L'analyse traditionnelle de l'offre et de la demande de bois, centrée sur les extractions de biomasse de la forêt et les approvisionnements en bois des industries, n'est désormais plus suffisante. Dans les pays plus avancés, une approche plus moderne axée sur l'équilibre des ressources en bois serait probablement plus avantageuse. Dans la mesure du possible, la collecte de données devrait s'aligner sur des processus d'établissement des rapports actuels, tels que l'Évaluation des ressources forestières mondiales de la FAO.

Tous les pays ont besoin de définir des objectifs de politique forestière et énergétique nationale clairs qui reflètent les principes du développement durable

et de la gestion durable des forêts. Les objectifs devront tenir compte des impacts nationaux et internationaux ainsi que de ceux entre les secteurs économiques. Il faudra aussi évaluer attentivement les avantages et inconvénients de la dendroénergie, des agrocombustibles, des autres sources d'énergie et des différents systèmes d'utilisation des terres. Les éléments suivants devront être pris en considération lors de l'élaboration d'une politique dendroénergétique nationale:

- Considérer la bioénergie comme une question intersectorielle et intégrer l'énergie dans les politiques concernant la forêt, l'agriculture et les autres utilisations foncières.
- Organiser des consultations avec les communautés intéressées et effectuer l'analyse des impacts environnementaux, économiques et sociaux conformément aux conditions régionales, nationales et locales.
- Améliorer la communication des informations aux propriétaires forestiers, propriétaires terriens, grand public et consommateurs pour permettre la prise de décisions en connaissance de cause sur la gestion des ressources forestières.
- Accorder le maximum d'attention à l'emploi rural, à la protection de l'environnement, à la gestion de l'utilisation des terres, au secteur des produits forestiers et à d'autres domaines pertinents afin d'exploiter les synergies éventuelles et éviter les impacts négatifs.
- Fournir un soutien efficace au développement des bioénergies en tenant compte de l'éducation et de la formation, et de la recherche-développement, non seulement par des incitations destinées aux producteurs, aux distributeurs et aux consommateurs mais aussi par des mesures réglementant les transports et les infrastructures.
- Chercher à maintenir l'équilibre entre le secteur agricole et forestier, ainsi qu'entre les ressources en biomasse importées et intérieures. Il faudra aussi prendre des mesures visant à éviter la concurrence avec la production vivrière.
- Évaluer les impacts des politiques bioénergétiques sur les autres secteurs économiques afin d'éviter les distorsions entre l'offre et la demande.
- Vérifier que les stratégies et la législation étrangères au secteur forestier n'aient pas un effet négatif sur la mobilisation des ressources en bois pour la production bioénergétique.
- Surveiller régulièrement et systématiquement les politiques pour éviter les impacts nocifs sur l'environnement et les communautés rurales.
- Prendre des mesures visant à atténuer la destruction de ressources naturelles et en biodiversité de valeur élevée.

En ce qui concerne l'approvisionnement en bois et les industries forestières, les questions suivantes devront être prises en compte:

- mobilisation durable des ressources en bois en tenant compte des contraintes juridiques et institutionnelles existantes (régime de propriété des forêts, par exemple), de l'accès aux données, des infrastructures forestières et de la fixation de prix adéquats pour le bois;
- lois, règlements et politiques incitatifs et information et motivation pour les propriétaires forestiers, entrepreneurs et autres intervenants;

- gains d'efficacité grâce à une utilisation plus intensive des ressources forestières existantes, y compris le bois et les résidus forestiers et industriels non utilisés actuellement, la biomasse ligneuse provenant de sources autres que les forêts et les produits ligneux récupérés après consommation;
- expansion à long terme de la superficie des terres boisées et renforcement de la productivité des ressources forestières grâce à des innovations en matière sylvicole et génétique.

Le transfert de technologies énergétiques et dendroénergétiques efficaces aux pays en développement revêtira une importance considérable pour la réalisation des objectifs du développement énergétique, à savoir l'atténuation des changements climatiques. La situation actuelle est, pour le secteur forestier, une excellente occasion d'identifier de nouveaux rôles et de contribuer à la sécurité énergétique et à la lutte contre les changements climatiques en remplaçant les combustibles fossiles et en piégeant le carbone dans les forêts et les produits forestiers.